

Centre d'Information et d'Analyse du Chiapas (CIACH)

Créé au milieu des années quatre vingt dans le Sud est mexicain, le CIACH publie une revue mensuelle *La Palabra* diffusée dans les communautés rurales indigènes, il organise des débats dans les communautés et diffuse aussi des infos sur le Net. Ostensiblement et même s'il n'entretient aucun contact direct avec la rébellion zapatiste, le CIACH soutient ses revendications et participe au processus d'affirmation politique, culturelle et sociale des Indiens. Il entretient ainsi des contacts réguliers avec l'association "*Enlace civil*", groupe de pression prozapatiste qui rassemble les informations en provenance des villages indigènes, relatives à des violations des droits de l'homme du fait de l'armée fédérale ou de groupes paramilitaires. Un engagement qui lui vaut d'être aujourd'hui une cible des autorités dans le contexte tendu du Chiapas.

Le rôle du CIACH

Situés presque au bout de la longue et étroite rue Flavio Paniagua que l'on remonte à partir de l'avenue principale qui relie le *Parque Central* de San Cristobal de Las Casas à son marché local indien, les bureaux actuels du CIACH sont à la fois proches et en retrait du centre de la ville... Suffisamment proches pour ne pas se sentir trop éloignés du coeur de la cité coloniale aux abords des endroits névralgiques où se joue l'avenir de la région, suffisamment en retrait aussi pour bénéficier d'une certaine quiétude indispensable au travail réalisé.

C'est dans ces bureaux qu'est réalisé le mensuel *La palabra* (la parole), distribué dans une trentaine de communes de l'Etat du Chiapas: dans la région centrale des Altos, autour de la ville coloniale et touristique de San Cristobal de Las Casas, dans la Selva et les vallées où vit désormais une importante partie de la population indienne Maya, et dans le nord de l'Etat.

"Ces dernières années, l'information est devenue un domaine stratégique pour le gouvernement et l'armée, explique Elisabeth Polito Barrios, responsable du CIACH. Plus que jamais, ils entendent la contrôler. Tant à la source que dans sa diffusion. Ils ont leur propre version de l'actualité de l'Etat et ils l'imposent par tous les moyens. En s'assurant la "fidélité" des principaux médias - journaux, radios et télévision -, mais aussi, et c'est encore plus grave, en intimidant les organes d'information indépendants qui ne se plient pas". Bref, le Centre indépendant n'a certainement pas les faveurs des autorités, à l'instar de bien d'autres acteurs de la société civile chiapanèque.

Le CIACH se définit comme *"un média ouvert sur l'extérieur et au service des populations et des organisations indiennes et paysannes de la région"*. Ses objectifs ? Informer de ce qui se passe réellement dans le Chiapas, *"apporter au sein des communautés et des organisations de base des éléments qui aident à l'analyse de la réalité"* et *"contribuer à élever la participation des gens à la prise des décisions qui les concernent"*.

Le gouvernement a la volonté d'étouffer les velléités de changement nées dans la région. En particulier, quand elles émanent des communautés indiennes elles-mêmes. Toutes les organisations indépendantes qui veulent donner la parole aux exclus sont perçues par le pouvoir comme des obstacles à balayer ou à accuser de tous les maux. En témoignent les campagnes de dénigrement dont les organisations les plus revendicatives ont été victimes dans les médias, quand il ne s'agit pas de harcèlement, voire de répression ouverte...

Modestement mais sans relâche, avec des hauts et des bas, le travail du CIACH consiste donc à faire face. A participer, contre vents et marées et à partir de son travail sur l'information, à l'auto-organisation des communautés indiennes rurales et à l'articulation des mouvements populaires indépendants. Des réunions d'analyse et de discussion sont organisées dans les villages ou avec les représentants des organisations paysannes, indiennes ou de défense des droits de l'homme. A partir des thèmes développés dans *La palabra* - répartition des terres, commercialisation du café, échéances électorales, etc. - et de l'expérience que chaque organisation ou chaque personne peut en avoir, les participants tentent de mieux comprendre leur environnement social, politique et économique et d'augmenter leur capacité d'action sur celui-ci.

Les droits des Indiens

La situation n'est pas rose tous les jours pour les *campesinos* (paysans) du Chiapas, et tout particulièrement pour les Indiens Mayas, majoritaires dans cette partie de l'Etat où travaille le CIACH. Majoritaires mais manifestement oubliés dans la répartition des richesses de la région. Et ce, depuis plus de cinq cents ans ! Très riche en ressources naturelles (bois, pétrole, eau, bétail, tourisme...), le Chiapas ne profite qu'à une minorité de Chiapanèques arc-boutés sur leurs privilèges. Aujourd'hui pourtant, dans la foulée du soulèvement zapatiste de 1994 et malgré l'impasse rencontrée par le processus de paix et le pourrissement de la situation qui tend à prévaloir, la plupart des Indiens de cette région du Mexique continuent de clamer haut et fort leur "*Ya basta !*" (ça suffit !). "*Terre, éducation, alimentation, santé, toit, liberté, démocratie, justice... voilà ce que l'on nous a toujours refusé, voilà ce que nous réclamons.*"

En 1985, date de la création du centre, ses responsables eurent pour première vocation de coordonner les efforts dans le domaine de l'information de plusieurs secteurs sociaux en ébullition. Les instituteurs, les mouvements paysans, les associations indigènes, les étudiants... chaque groupement à l'époque réalisait son propre bulletin de liaison. Tous avec le même objectif : faire circuler parmi les membres une information alternative aux versions officielles et prévenir la répression quasi systématique dont souffraient les organisations indépendantes. Ces bulletins restaient par la force des choses sectoriels et géographiquement limités. Les étudiants de San Cristobal avaient leur propre revue et en étaient les principaux lecteurs, les paysans du nord-est de l'Etat ne s'exprimaient eux que par communiqués envoyés à la presse, etc. Le CIACH s'est alors constitué avec l'idée d'offrir à chacune de ces organisations un espace commun d'expression et d'information, où l'on pourrait trouver de l'information sur l'ensemble des acteurs et où les liens entre ceux-ci seraient favorisés...

Les premiers pas furent laborieux. Sans beaucoup de moyens, les quelques personnes bénévoles commencèrent à acheter, lire, codifier et classer systématiquement l'ensemble des journaux et revues d'actualité vendues dans le Chiapas. Outre l'apport spécifique de chacune des organisations indépendantes de la région, l'information ainsi rassemblée fut mise à la disposition de l'ensemble des secteurs populaires du Chiapas, organisés en marge des institutions gouvernementales.

Resumen Informativo

Bien vite toutefois se fit sentir la nécessité de publier cette information afin d'en augmenter l'accessibilité. Ainsi naquit la première publication du CIACH, le "*Resumen Informativo*" (Résumé Informatif), un mensuel maniable d'une cinquantaine de pages tiré à quelque mille exemplaires, vendu ou distribué au sein d'un large réseau d'organisations populaires plus ou moins consolidées: des organisations paysannes ou indigènes, comme la *Central Independiente de Obreros Agricolas y Campesinos* (CIOAC), l'*Union de Uniones "Pajal ya Kactic"*, le *Comité de Defensa de la Libertad Indigena* (CDLI), le *Consejo de Representantes Indigenas de los Altos de Chiapas* (CRIACH)..., des

syndicats d'enseignants (*Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educacion...*), de travailleurs du secteur de l'énergie hydro-électrique, des associations étudiantes, des promoteurs ou des "agentes de pastoral" de l'Eglise catholique dans le diocèse de l'évêque Samuel Ruiz, des ONG de développement ou de défense des droits humains, des centres de recherches, etc.

L'édition du *Resumen Informativo* était divisée en huit parties, chacune d'elles présentant une synthèse descriptive des faits du mois écoulé dans un des huit domaines de la vie sociale du Chiapas. L'actualité agricole, syndicale, urbaine, éducative, politique, économique et religieuse y était traitée dans les moindres détails en même temps que les événements liés à la frontière du Mexique avec l'Amérique centrale et à la vie des réfugiés guatémaltèques au Chiapas. L'occasion donc pour les responsables ou les membres de multiples organisations populaires de prendre connaissance d'une information jusque-là peu accessible en raison du coût, de l'éloignement et du manque d'indépendance des principaux médias...

Chaque nouveau numéro du *Resumen Informativo* était aussi l'occasion pour ses lecteurs de "faire le point sur les tenants et aboutissants de l'actualité de la région et d'établir des liens entre les différentes problématiques". Et c'est précisément pour insister sur cet aspect de son travail que, parallèlement à ses activités de rédaction et d'édition, le CIACH organisa, dès le début, des ateliers périodiques et décentralisés d' "analyse de la conjoncture régionale" destinés à l'ensemble des acteurs populaires de la vie sociale du Chiapas. Ateliers qui, afin d'en assurer la "mémoire", débouchèrent eux aussi sur une nouvelle publication trimestrielle : "La Revue des Ateliers de Conjoncture Régionale".

Début des années nonante, sur fond de crise économique et d'un certain reflux des mouvements sociaux de la région confrontés à la répression, le CIACH connut un passage à vide de trois ou quatre ans et alla jusqu'à interrompre ses activités de rédaction et d'édition. Seuls continuèrent à être assurés, par une équipe désormais salariée mais réduite au minimum, le travail de classement de l'information et le maintien du centre de documentation.

De la Palabra à Internet

Aujourd'hui, le CIACH a retrouvé un niveau d'activité soutenu. L'intérêt suscité par l'actualité du Chiapas et le devenir de la rébellion zapatiste à l'étranger lui ont apporté de nouveaux moyens. Et, plus que jamais, la maîtrise de l'information constitue un des enjeux centraux de l'imbroglio chiapanèque, tant dans les communautés rurales indiennes que dans les villes et le reste du Mexique. Le mensuel *Resumen Informativo* des années quatre-vingt a été remplacé par *La palabra*, plus court et plus illustré que son prédécesseur et toujours tiré à quelque mille exemplaires. A côté de ce périodique, le CIACH édite de temps à autre, de sa propre initiative ou sur proposition de l'extérieur, divers documents de référence : chronologie détaillée du conflit en 1998, texte complet des accords portant sur les droits indigènes signés par le gouvernement et la rébellion zapatiste en 1996, évaluation de l'impact dans le Chiapas du Traité de libre-échange nord-américain (ALENA), sélection de communiqués de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), etc.

Depuis 1996, le travail quotidien d'information, de recoupement et d'analyse du CIACH n'est plus seulement destiné aux seuls habitants du Chiapas. Il fait désormais le tour du Mexique, voire du monde via le réseau Internet. "C'est aussi pour nous une façon de nuancer l'image idyllique du pays que le gouvernement entend promouvoir hors de nos frontières, confirme Elisabeth Polito Barrios. Beaucoup de groupes au Mexique et ailleurs sont demandeurs de nos synthèses et s'en servent pour peser sur certaines décisions internationales qui ont des conséquences sur le terrain. Ils dénoncent aussi auprès de leur gouvernement les violations des droits humains dont sont quotidiennement victimes les Indiens favorables à la rébellion zapatiste : intimidation, emprisonnement, militarisation, répression... Ces actions sont très importantes pour nous." Ils sont quelque deux mille correspondants directs ou indirects à recevoir de par le monde les synthèses du CIACH - quotidiennes ou hebdomadaires - via le

courrier électronique. Début 1999, une page web a été ouverte sur Internet et permet un accès permanent à l'information rassemblée.

Avec la société civile

Les activités actuelles du CIACH et ses liens avec la société civile du Chiapas fluctuent au rythme de l'actualité. Du début de 1994, date du soulèvement des indiens zapatistes, à la fin 1996, date de la suspension des négociations entre insurgés et autorités, le CIACH fut un des membres actifs de la Coordination des associations civiles du Chiapas pour la paix (CONPAZ). Essentiellement représentative d'une population urbaine chiapanèque plutôt favorable à la rébellion indigène et soucieuse d'assurer une issue politique au conflit par des moyens pacifiques, la CONPAZ toucha à tous les domaines d'activité chers à ses membres: assistance humanitaire pour les communautés indigènes déplacées par le conflit, projets de développement communautaire dans les régions rebelles, organisation des femmes indiennes pour faire entendre leurs revendications égalitaires, etc...

Grâce aux moyens de la solidarité internationale, importante dans les premières années du soulèvement, la CONPAZ assura également une grande partie du travail de logistique lié aux différentes phases du processus de négociation entre zapatistes et gouvernement: accréditation des observateurs de la société civile, protection de la délégation de l'EZLN, organisation de chaînes humaines ("*los cinturones de la paz*") comme cordons de sécurité autour de la table même des négociations...

Au sein de la CONPAZ, le personnel du CIACH assumait plus précisément la responsabilité du travail d'information en poursuivant son travail habituel de rédaction et d'édition, mais aussi en prenant en charge les relations avec la presse. La CONPAZ toutefois ne survécut pas. Sujette à des tiraillements internes sur la distance à avoir vis à vis des leaders de la rébellion, victime de son succès, de l'actualité bousculée et de la curiosité redoublée des autorités, l'association, une fois dissoute, fit place à d'autres tentatives de coordination plus ponctuelles.

Aujourd'hui, le CIACH entretient des contacts réguliers avec l'association "*Enlace civil*", groupe de pression prozapatiste qui rassemble les informations en provenance des villages indigènes, relatives à des violations des droits de l'homme du fait de l'armée fédérale ou de groupes paramilitaires. A l'occasion des différentes élections organisées au Chiapas (législatives de juillet 1997, municipales d'octobre 1998), le CIACH sert également de relais à l'association "*Alianza Civica*", spécialisée dans l'observation des scrutins et la dénonciation des irrégularités au sein des communautés. Ces deux dernières années, le personnel du Centre d'information a encore participé aux efforts de la Commission pour la réconciliation communautaire (CORECO) qui réunit, outre le Centre, une organisation de défense des droits humains, une ONG de développement et *Alianza Civica*. L'objectif vise à la résolution des conflits intra et inter-communautaires qui divisent les indigènes. Un travail qui se fait par la confrontation verbale entre parties adverses et par une mise à plat commune des causes sociales et politiques des divisions.

Financement et perspectives

Le problème du fonctionnement du CIACH reste crucial. L'équipe a besoin de moyens pour assurer son travail quotidien de rédaction (salaires, location des bureaux...), d'achat et d'entretien du matériel, mais aussi pour l'impression des numéros de *La palabra*, leur diffusion et leur discussion au sein des organisations indépendantes et des villages du Chiapas. "*Pour l'instant, même si nos correspondants internationaux et les associations locales qui le peuvent nous paient en échange de La palabra ou des informations que nous leur apportons, notre objectif à court terme ne saurait être la rentabilité,* explique un membre. *Si au début, nous avons bénéficié de l'appui logistique de l'une ou l'autre*

CIACH - Mexique

organisation locale, aujourd'hui nous dépendons presque exclusivement des subsides d'organisations non gouvernementales étrangères, du Canada et de Belgique... L'urgence pour nous, c'est la résistance, la paix au Chiapas, l'amélioration des conditions de vie des Indiens et leur participation à la construction de la démocratie. Pour le reste, on verra. Je ne connais pas de médias indépendants qui aient atteint le seuil de rentabilité..."

Financièrement, il est manifeste que le CIACH bénéficie directement de l'attention suscitée au-delà des frontières du Mexique par l'actualité du Chiapas. Mais il pourrait aussi en être la victime. En effet, si dans le passé, il n'y avait pas pléthore d'initiatives dans le domaine d'activité couvert par le CIACH, le conflit actuel entre l'armée fédérale et la rébellion zapatiste a attiré bien du monde dans le sud-est mexicain, dont beaucoup de journalistes et de travailleurs sociaux... avec leurs propres projets en matière d'information. En résulte une certaine confusion parmi les initiatives en présence et, par conséquent, l'affaiblissement potentiel du CIACH. Ses membres le savent et sont conscients du bénéfice que pourraient en tirer les autorités. Fragile et financièrement dépendant de l'extérieur, le Centre a toutefois décidé de persévérer dans ses choix : garder toute son indépendance vis-à-vis des autorités gouvernementales mais aussi vis-à-vis de l'EZLN, et poursuivre son *"travail d'information en faveur des revendications populaires pour un Chiapas et un Mexique plus juste, plus libre et plus démocratique."*

Bernard Duterme.

Journaliste et sociologue, il est actuellement chargé des relations avec le Mexique et l'Amérique Latine au sein de l'ONG Entraide et Fraternité. Auteur du livre "Indiens et zapatistes. Mythes et réalités d'une rébellion en sursis" (1998).

CIACH - Centro de Informacion y Analisis de Chiapas, A.C.
Flavio A. Paniagua 107, Barrio de Guadalupe
San Cristobal de Las Casas, Chiapas - Mexico
Tel/fax (967) 8-65-81. Correo electronico : ciach@laneta.apc.org

